

Data scouts clandestins : la LFP surveille ses tribunes



Antoine DUGAST

Publié le 6 octobre 2026 . Lecture estimée : 5 min



La LFP a envoyé à ses clubs une vidéo contre les data scouts, ces collecteurs qui saisissent les matchs en direct depuis les tribunes. En jeu, un flux officiel vendu en moyenne 31 millions d'euros par saison.

Le 14 janvier 2014, à l'Open d'Australie, la police de l'État de Victoria arrête un Britannique de 22 ans, Daniel Dobson. Selon le parquet, un appareil caché dans son short envoyait le score point par point à un bookmaker, avant les données officielles. Les charges sont abandonnées le 6 mars 2014, selon [ABC News](#).

Douze ans plus tard, la Ligue de football professionnel s'attaque au même métier. Au début de la saison 2026-2027, elle a envoyé à ses clubs une vidéo de 3 minutes, dont [L'Équipe](#) a dévoilé le contenu le 28 septembre 2026. Elle y vise les data scouts qui saisissent les matchs depuis les tribunes, sans accréditation. La Ligue les appelle ODF, pour opérateurs data frauduleux.

Un data scout se paie entre 30 et 80 euros le match, selon les offres d'emploi relevées par le chercheur [Rafael Grohmann](#). Le flux officiel qu'il concurrence vaut un peu plus cher. Le 15 septembre 2023, la LFP a cédé à [Infront Bettor](#) ses droits de paris en direct, vidéo et données, pour 5 saisons à partir de 2024-2025. Selon [SportBusiness](#), le contrat rapporte en moyenne 31 millions d'euros par saison pour les 612 matchs de Ligue 1 et de Ligue 2. Soit environ 50 000 euros par match.

Ce flux, la fast data, part de la tribune de presse. Des collecteurs accrédités y saisissent buts, cartons et penalties en temps réel pour Infront et son partenaire [Genius Sports](#). Les spectateurs voient le but au même instant, avec quelques secondes d'avance sur la télévision. Sur la vitesse, les data scouts assis en tribune populaire font jeu égal, pour le prix d'un billet.

Dans le dossier Dobson, cette avance portait un nom : le courtsiding, terme né sur les courts de tennis. Il consiste à miser sur une action déjà jouée, avant que le bookmaker ne suspende son marché. Quand la fenêtre reste ouverte, l'opérateur en assume le risque. Winamax, qui invoquait des décalages de diffusion pour bloquer les gains d'un parieur, a été [condamné à lui verser 400 000 euros](#).

Genius Sports emploie lui aussi des humains en tribune. Selon son [rapport annuel 2025](#), la plupart de ses accords avec des ligues reposent sur des scouts au stade. Lors d'une conférence Citi, le 5 septembre 2025, son directeur financier Nick Taylor chiffrait ce poste à environ 15 millions de dollars. Selon lui, l'IA doit vite le remplacer. D'ici là, la course à la seconde oppose deux personnes assises dans le même stade, dont une seule porte une accréditation.



Un collecteur accrédité en tribune de presse, au-dessus des supporters. Illustration générée par IA.

3 secondes pour saisir un but

Un ancien scout ayant couvert des matchs en Angleterre a raconté le métier en 2015, dans un témoignage repris par [Bet Angel](#) le 25 juin 2024. Il choisissait ses rencontres dans une application et payait lui-même son billet. L'équipement tient dans deux poches. Une offre d'emploi relevée par Rafael Grohmann exige un Android pour la saisie et un second téléphone pour joindre le support. Au coup de sifflet, le scout code chaque phase de jeu : ballon en zone sûre, attaque, attaque dangereuse, corner, carton, but. Ces états pilotent les animations et les marchés des sites de paris.

Un collecteur d'Opta interrogé par [La Revue des médias](#) de l'INA en juillet 2026 dispose de 3 secondes pour un but, un carton rouge ou un penalty. Chez Sportradar, selon un ancien collecteur cité dans le même article, un but saisi au-delà de 3 secondes coûtait la moitié de la paye du match.

Le support surveille la cohérence du flux. Quand la connexion lâchait, l'ancien scout de Bet Angel commentait au téléphone, et ses voisins l'entendaient égrener « safe, danger, tir cadré ». Un jour, il attribue un but à la mauvaise équipe, l'annule, puis le réattribue à l'adversaire, le tout en 6 secondes. Le téléphone sonne aussitôt. Il avoue l'erreur, et le match ne lui est pas payé.



La tribune Marek du stade Bollaert-Delelis avant Lens-Sochaux, en Ligue 2, le 15 septembre 2018. Photo : [Supporterhéninois](#), CC0, via Wikimedia Commons.

Les data scouts que vise la LFP font le même travail, sans contrat, depuis une place achetée en tribune. Le code du sport ne vise pas expressément ces spectateurs. Son [article L333-1](#), dans sa version du 5 août 2026, réserve aux organisateurs le droit d'exploitation de leurs compétitions, paris compris. L'interdiction passe par le billet. Les [conditions de vente du PSG](#)

du 15 octobre 2025 interdisent d'exploiter les « données, statistiques » du match hors usage privé. La sanction : suspension ou résiliation du billet. C'est donc aux clubs, qui gèrent billetterie et sécurité, que la vidéo s'adresse.

Les sites sans licence, premiers clients des data scouts

La vidéo, telle que la décrit L'Équipe, ne nomme pas les acheteurs de ces flux. Un opérateur agréé paie la Ligue et reçoit la fast data officielle. Par élimination, la donnée parallèle sert d'abord des sites qui prennent des paris sans l'agrément de l'ANJ, ce que la loi interdit.

L'ANJ en recense une partie dans sa liste des [ordres de blocage](#). Selon une [étude des Enjeux du 14 septembre 2026](#), 76 des 84 résultats trouvés en cherchant comme un joueur ordinaire échappaient pourtant à tout ordre. La vidéo de la LFP s'attaque donc à l'approvisionnement, en amont du blocage des domaines.

Deux scénarios se dessinent. Soit les clubs jouent le jeu, et le stadier devient l'auxiliaire du service data de la Ligue. Soit la traque reste théorique, et la vidéo aura surtout rassuré Infront sur la valeur de son exclusivité. Dans les deux cas, la vraie fuite se situe en aval. Le 14 septembre 2026, 55% des domaines visés par l'ANJ répondaient encore : tant que ce chiffre tiendra, un flux de données trouvera preneur.